

## Schiedshof

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, S. 15402.

## Ministère de l'Emploi et du Travail

Dépôt de conventions collectives de travail, p. 15402.

## Ministère de la Justice

Administration des Affaires civiles et des Cultes. Extraits en conformité de l'article 118 du Code civil, p. 15405.

## Ministère des Affaires économiques

Office de Contrôle des Assurances. Crédits hypothécaires. Variabilité des taux d'intérêt. Indices de référence. Article 9, § 1er, de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire. Avis, p. 15405. — Indice des prix à la consommation du mois de mai 1995, p. 15406.

## Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten, bl. 15402.

## Ministerie van Justitie

Bestuur Burgerlijke Zaken en Erediensten. Uittreksels overeenkomstig artikel 118 van het Burgerlijk Wetboek, bl. 15405.

## Ministerie van Economische Zaken

Controledienst voor de verzekeringen. Hypothecaire kredieten. Veranderlijkheid der rentevoeten. Referentie-indexen. Artikel 9, § 1, van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet. Bericht, bl. 15405. — Indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand mei 1995, bl. 15406.

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 95 — 1451

[S-C — 12205]

**31 MARS 1995.** — Arrêté royal concernant l'agrément des organismes qui sont notifiés à la Commission des Communautés européennes pour l'application de certaines procédures dans le cadre de la fabrication de machines, des appareils à pression simples et des équipements de protection individuelle (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juillet 1961 relative aux garanties de sécurité et de salubrité que doivent présenter les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils, les récipients et les équipements de protection, notamment l'article 1er, § 1er, modifiée par la loi du 7 juillet 1994;

Vu la directive 87/404/CEE du 25 juin 1987 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux appareils à pression simples, modifiée par la directive 93/68/CEE du 22 juillet 1993;

Vu la directive 89/392/CEE du 14 juin 1989 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux machines, modifiée par les directives 91/368/CEE du 20 juin 1991, 93/44/CEE du 14 juin 1993 et 93/68/CEE du 22 juillet 1993;

Vu la directive 89/686/CEE du 21 décembre 1989 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements de protection individuelle, modifiée par les directives 93/68/CEE du 22 juillet 1993 et 93/95/CEE du 29 octobre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les directives citées dans le préambule prévoient que les Etats membres peuvent notifier certains organismes à la Commission des Communautés européennes en vue de l'application

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 95 — 1451

[S-C — 12205]

**31 MAART 1995.** — Koninklijk besluit betreffende de erkenning van de instanties die aangemeld worden bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen voor de toepassing van bepaalde procedures in het kader van de fabricatie van machines, drukvaten van eenvoudige vorm en persoonlijke beschermingsmiddelen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen. Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juli 1961 betreffende de waarborgen welke de machines, de onderdelen van machines, het materieel, de werktuigen, de toestellen, de recipiënten en de beschermingsmiddelen inzake veiligheid en gezondheid moeten bieden, inzonderheid op artikel 1, § 1, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1994;

Gelet op de richtlijn 87/404/EEG van 25 juni 1987 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten inzake drukvaten van eenvoudige vorm, gewijzigd bij de richtlijn 93/68/EEG van 22 juli 1993;

Gelet op de richtlijn 89/392/EEG van 14 juni 1989 van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende machines, gewijzigd bij de richtlijnen 91/368/EEG van 20 juni 1991, 93/44/EEG van 14 juni 1993 en 93/68/EEG van 22 juli 1993;

Gelet op de richtlijn 89/686/EEG van 21 december 1989 van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende persoonlijke beschermingsmiddelen, gewijzigd bij de richtlijnen 93/68/EEG van 22 juli 1993 en 93/95/EEG van 29 oktober 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de in de aanhef vermelde richtlijnen voorzien dat de Lid-Staten bepaalde instanties kunnen aanmelden bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen met het oog op de

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 11 juillet 1961, *Moniteur belge* du 24 juillet 1961.

Loi du 7 juillet 1994, *Moniteur belge* du 5 août 1994.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 11 juli 1961, *Belgisch Staatsblad* van 24 juli 1961.

Wet van 7 juli 1994, *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1994.

de certaines procédures relatives à la fabrication de machines, d'appareils à pression simples et d'équipements de protection individuelle; que ces directives et leurs modifications doivent pouvoir être appliquées totalement au 1er janvier 1995 au plus tard;

Considérant que ceci n'est possible que si, dans les délais voulus, les mesures nécessaires sont prises pour que les organismes chargés de ces missions présentent toutes les garanties de compétence et d'intégrité; qu'il est par conséquent indispensable de prendre sans délai les mesures nécessaires pour permettre une application totale des directives citées en préambule pour éviter que la responsabilité de l'Etat belge ne soit mise en question;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

**Article 1er. § 1er.** Le présent arrêté s'applique aux organismes qui sont notifiés par le Ministre de l'Emploi et du Travail à la Commission des Communautés européennes pour l'exécution des procédures d'évaluation de la conformité visées dans :

1° l'arrêté royal du 11 juin 1990 portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux récipients à pression simples;

2° l'arrêté royal du 11 juin 1992 portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux machines;

3° l'arrêté royal du 31 décembre 1992 portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux équipements de protection individuelle.

§ 2. Au sens des dispositions du présent arrêté il y a lieu d'entendre par « équipements » : les machines, les récipients à pression simples ou les équipements de protection individuelle visés par les arrêtés royaux cités au § 1er.

**Art. 2.** Seuls les organismes agréés à cet effet par le Ministre de l'Emploi et du Travail peuvent être notifiés à la Commission des Communautés européennes.

#### CHAPITRE II. — *Conditions d'agrément*

**Art. 3.** L'organisme notifié doit être une institution de droit belge et être constitué sous forme d'une association sans but lucratif.

Par dérogation au premier alinéa le Ministre de l'Emploi et du Travail peut également agréer les institutions suivantes qui ne sont pas constituées sous forme d'association sans but lucratif :

1° des institutions de l'Etat, des Régions et des Communautés;

2° des centres scientifiques et techniques créés en application de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale, par la recherche scientifique;

3° d'autres personnes morales de droit belge si elles peuvent faire état de garanties suffisantes en matière d'indépendance.

**Art. 4.** Au sein de l'organisme notifié il est désigné une personne qui est chargée de la direction et de la gestion des activités pour lesquelles l'organisme a été notifié et qui assume l'entière responsabilité de l'exécution de ces activités.

Cette personne dénommée ci-après responsable technique, doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être porteur d'un diplôme de fin d'études universitaires ou d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement supérieur de niveau universitaire;

2° posséder une connaissance suffisante du contenu et de la portée des normes visées à l'article 6 et de la législation relative à la mise sur le marché et à la sécurité d'utilisation des équipements pour lesquels l'organisme a été notifié;

3° avoir une indépendance suffisante au sein de l'organisme;

4° faire partie du personnel permanent de l'organisme;

5° exercer une activité à plein temps dans l'organisme ou, le cas échéant, dans l'organisation au sein de laquelle l'organisme fonctionne. Ceci n'exclut pas les activités partiellement exercées dans

toepassing van bepaalde procedures naar aanleiding van de fabricatie van machines, drukvaten van eenvoudige vorm en persoonlijke beschermingsmiddelen; dat deze richtlijnen met hun wijzigingen uiterlijk op 1 januari 1995 volledig moeten kunnen toegepast worden;

Overwegende dat dit slechts mogelijk is, indien tijdig de nodige maatregelen worden genomen, opdat de instanties belast met deze opdrachten alle waarborgen inzake bekwaamheid en integriteit bieden; dat het derhalve noodzakelijk is zonder uitstel de nodige maatregelen vast te stellen om de volledige toepassing van de in de aanhef vermelde richtlijnen mogelijk te maken en te vermijden dat de aansprakelijkheid van de Belgische Staat in het gedrang wordt gebracht;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1. § 1.** Dit besluit is van toepassing op de instanties die door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid worden aangemeld bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen voor het uitvoeren van de conformiteitsbeoordelingsprocedures bedoeld in :

1° het koninklijk besluit van 11 juni 1990 tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten inzake drukvaten van eenvoudige vorm;

2° het koninklijk besluit van 11 juni 1992 tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende machines;

3° het koninklijk besluit van 31 december 1992 tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 december 1989 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten betreffende persoonlijke beschermingsmiddelen.

§ 2. In de zin van de bepalingen van dit besluit dient onder « uitrustingen » verstaan te worden de machines, de drukvaten van eenvoudige vorm of de persoonlijke beschermingsmiddelen bedoeld in de in § 1. genoemde besluiten.

**Art. 2.** Enkel de hiertoe door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid erkende instanties kunnen worden aangemeld bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen.

#### HOOFDSTUK II — *Erkenningsvoorwaarden*

**Art. 3.** De aangemelde instantie moet opgericht zijn volgens Belgisch recht onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk.

In afwijking van het eerste lid kan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de volgende instellingen die niet zijn opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk eveneens erkennen:

1° instellingen van de Staat, de Gewesten en Gemeenschappen;

2° wetenschappelijke en technische centra opgericht in toepassing van de besluitwet van 30 januari 1947 tot vaststelling van het statuut van oprichting en werking van de centra belast met de bevordering en coördinatie van de technische vooruitgang van de verschillende takken van 's lands bedrijfsleven door het wetenschappelijk onderzoek;

3° andere rechtspersonen naar Belgisch recht indien zij kunnen aantonen dat zij voldoende waarborgen inzake onafhankelijkheid bieden.

**Art. 4.** Binnen de aangemelde instantie wordt een persoon aangeduid die belast is met de leiding en het beheer van de werkzaamheden waarvoor de instantie werd aangemeld en die de totale verantwoordelijkheid van de uitvoering van deze werkzaamheden op zich neemt.

Deze persoon, hierna technische verantwoordelijke genoemd, moet aan volgende voorwaarden voldoen :

1° houder zijn van een universitair eindexamen of van een eindexamen van hoger onderwijs van universitair niveau;

2° over een voldoende kennis beschikken van de inhoud en de draagwijdte van de in artikel 6 bedoelde normen en van de wetgeving betreffende het op de markt brengen en het veilig gebruik van de uitrustingen voor dewelke de instantie werd aangemeld;

3° in de instantie over een voldoende onafhankelijkheid beschikken;

4° deel uitmaken van het vast personeel van de instantie;

5° een voltijdse activiteit uitoefenen in de instantie of, in voorkomend geval, in de organisatie waarvan de instantie deel uitmaakt. Deeltijdse activiteiten uitgeoefend in het onderwijs van materies die

l'enseignement de matières liées aux domaines techniques couverts par les activités de l'organisme.

**Art. 5. § 1er.** L'organisme notifié, le responsable technique et le personnel chargé d'exécuter les opérations de vérifications ne peuvent être ni le concepteur, ni le fabricant, ni le fournisseur, ni l'installateur des équipements qu'ils contrôlent, ni le mandataire de l'une de ces personnes. Ils ne peuvent pas intervenir, ni directement ni comme mandataires, dans la conception, la construction, la commercialisation ou l'entretien de ces équipements. Ceci n'exclut pas la possibilité d'un échange d'informations techniques entre le constructeur et l'organisme notifié.

§ 2. L'organisme notifié et le personnel chargé du contrôle doivent exécuter les opérations de vérification avec la plus grande intégrité professionnelle et la plus grande compétence technique et doivent être libres de toutes les pressions et incitations, notamment d'ordre financier, pouvant influencer leur jugement ou les résultats de leur contrôle, en particulier de celles émanant de personnes ou de groupements de personnes intéressés par le résultat des vérifications.

§ 3. L'organisme notifié doit disposer du personnel et posséder les moyens nécessaires pour accomplir de façon adéquate les tâches techniques et administratives liées à l'exécution des vérifications; il doit également avoir accès au matériel nécessaire pour les vérifications exceptionnelles.

§ 4. Le personnel chargé des contrôles doit posséder :

- 1° une bonne formation technique et professionnelle;
- 2° une connaissance satisfaisante des prescriptions relatives aux contrôles qu'il effectue et une pratique suffisante de ces contrôles;
- 3° l'aptitude requise pour rédiger les attestations, procès-verbaux et rapports qui constituent la matérialisation des contrôles effectués.

§ 5. L'indépendance du personnel chargé du contrôle doit être garantie. La rémunération de ce personnel ne doit être fonction ni du nombre des contrôles qu'il effectue, ni des résultats de ces contrôles.

§ 6. L'organisme notifié doit souscrire une assurance en responsabilité civile à moins que cette responsabilité ne soit couverte par l'Etat.

§ 7. Le personnel de l'organisme notifié est lié par le secret professionnel pour tout ce qu'il apprend dans l'exercice de ses fonctions dans le cadre des dispositions du présent arrêté et des arrêtés visés à l'article 1er, sauf à l'égard des autorités administratives compétentes.

**Art. 6.** Pour pouvoir être agréés comme organisme notifié, les organismes doivent apporter la preuve qu'ils répondent, selon les procédures d'évaluation de la conformité pour lesquelles l'agrément est demandé, aux exigences des normes correspondantes de la série NBN-EN-45000 fixant les critères généraux pour les laboratoires d'essais, les organismes d'inspection et les organismes de certification ou aux exigences de normes ou documents de normalisation équivalents.

A cet effet l'organisme doit pouvoir présenter un document attestant qu'il a été accrédité par le système d'accréditation correspondant à ces normes mis en place en exécution de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires d'essais ou par un système d'accréditation équivalent.

**Art. 7.** L'organisme notifié doit en outre posséder une compétence technique suffisante dans le domaine spécifique pour lequel il est agréé.

**Art. 8.** Les organismes notifiés sont tenus de se conformer aux obligations suivantes :

- 1° Suivre des travaux de normalisation européens relatifs aux équipements pour lesquels ils ont été notifiés;
- 2° Participer aux travaux d'un groupe de travail sectoriel qui, le cas échéant, est mis en place au niveau national en vue d'assurer la coordination des activités des organismes notifiés;
- 3° Participer directement ou indirectement aux travaux d'un groupe de travail sectoriel qui est mis en place le cas échéant au niveau européen en vue d'assurer la coordination des activités des organismes notifiés.

**Art. 9.** Les organismes notifiés sont tenus de se conformer aux instructions qui leur sont données par le Directeur général de l'Administration de la sécurité du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail sur les matières couvertes par le présent arrêté et par l'arrêté royal en exécution duquel ils ont été notifiés.

verband hebben met het technisch domein waarin de instantie haar werkzaamheden uitoefent worden door deze bepaling niet uitgesloten.

**Art. 5. § 1.** De aangemelde instantie, de technische verantwoordelijke en het met de keuring belaste personeel mogen niet de ontwerper, de fabrikant, de leverancier of de installateur zijn van de uitrustingen die zij keuren, noch de gemachtigde van een der genoemde personen. Zij mogen noch rechtstreeks, noch als gemachtigden van de betrokken partijen optreden bij het ontwerpen, de bouw, de verkoop of het onderhoud van deze uitrustingen. Een eventuele uitwisseling van technische informatie tussen fabrikant en aangemelde instantie wordt door deze bepaling niet uitgesloten.

§ 2. De aangemelde instantie en het personeel dat met de keuringen is belast, dienen de keuring uit te voeren met de grootste mate van beroepsintegriteit en technische bekwaamheid; zij dienen vrij te zijn van elke pressie en beïnvloeding, met name van financiële aard, die hun beoordeling of de uitslagen van hun keuring kan beïnvloeden, inzonderheid van personen of groepen van personen die bij de resultaten van hun keuring belang hebben.

§ 3. De aangemelde instantie dient te beschikken over het nodige personeel en de nodige middelen te bezitten om de met de uitvoering van de keuringen verbonden technische en administratieve taken op passende wijze te vervullen; tevens dient de instantie toegang te hebben tot het nodige materiaal voor bijzondere keuringen.

§ 4. Het personeel dat met de keuringen is belast, dient :

- 1° een goede technische en beroepsopleiding te hebben genoten;
- 2° een behoorlijke kennis te bezitten van de voorschriften betreffende de keuringen die het verricht en voldoende ervaring met deze keuringen te bezitten;

3° de vereiste bekwaamheid te bezitten om op grond van de verrichte keuringen verklaringen, processen-verbaal en rapporten op te stellen.

§ 5. De onafhankelijkheid van het personeel dat met de keuringen is belast dient te zijn gewaarborgd. De bezoldiging van dit personeel mag niet afhangen van het aantal keuringen dat hij verricht, noch van de uitslagen van deze keuringen.

§ 6. De aangemelde instantie dient een verzekering tegen burgerlijke aansprakelijkheid te sluiten tenzij deze burgerlijke aansprakelijkheid door de Staat wordt gedekt.

§ 7. Het personeel van de aangemelde instantie is gebonden aan het beroepsgeheim ten aanzien van alles wat het bij de uitoefening van zijn taak in het kader van dit besluit en van de besluiten bedoeld in artikel 1 ter kennis is gekomen, behalve tegenover de bevoegde overheidsinstanties.

**Art. 6.** Om als aangemelde instantie te kunnen erkend worden, moeten de instanties het bewijs leveren dat zij beantwoorden, naargelang de beoordelingsprocedures van conformiteit waarvoor zij een erkenning aanvragen, aan de eisen gesteld in de overeenstemmende normen van de serie NBN-EN-45000 tot bepaling van de algemene criteria inzake beproevingslaboratoria, inspectieorganismen en certificatie-instellingen of aan de eisen gesteld in gelijkwaardige normen of normalisatiedocumenten.

Te dien einde moet de instantie een document kunnen voorleggen waaruit blijkt dat ze werd geaccrediteerd door het met deze normen overeenstemmend accreditatiesysteem opgericht in toepassing van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria of door een gelijkwaardig accreditatiesysteem.

**Art. 7.** De aangemelde instantie moet bovendien over een voldoende technische bekwaamheid beschikken op het vlak van het specifieke domein waarvoor zij wordt erkend.

**Art. 8.** De aangemelde instanties zijn ertoe gehouden volgende verplichtingen na te leven :

- 1° Europese normalisatiewerkzaamheden volgen die betrekking hebben op de uitrustingen voor dewelke zij werden aangemeld;
- 2° Deelnemen aan de werkzaamheden van een sectoriële werkgroep die in voorkomend geval, op nationaal vlak, wordt opgericht ter coördinatie van de activiteiten van de aangemelde instanties;
- 3° Rechtstreeks of onrechtstreeks deelnemen aan de werkzaamheden van een sectoriële werkgroep die in voorkomend geval op Europees vlak wordt opgericht ter coördinatie van de activiteiten van de aangemelde instanties.

**Art. 9.** De aangemelde instanties zijn ertoe gehouden de instructies na te leven welke hun door de Directeur-generaal van de Administratie van de arbeidsveiligheid van het Ministerie van Teverkstelling en Arbeid worden gegeven met betrekking tot de materies behandeld in dit besluit en in het koninklijk besluit in toepassing waarvan zij werden aangemeld.

**Art. 10.** Les organismes notifiés sont tenus de faire parvenir à l'Administration de la sécurité du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail les informations concernant :

- 1° toute modification aux statuts de l'organisme;
- 2° tout changement de nature organisationnelle ou technique susceptible d'avoir une influence sur le respect des conditions d'agrément;
- 3° tout remplacement du responsable technique;
- 4° la liste du personnel technique avec indication de leur qualification ainsi que toute modification à cette liste;
- 5° un rapport trimestriel succinct des activités exercées en exécution des dispositions du présent arrêté;
- 6° un rapport annuel comportant un rapport financier et un rapport détaillé des activités de l'exercice écoulé ainsi qu'un rapport de synthèse concernant l'application pratique des arrêtés royaux visés à l'article 1er tant du point de vue technique que des procédures d'inspection et de certification;
- 7° tout retrait ou modification de l'accréditation visée à l'article 6;
- 8° toute demande d'extension de l'accréditation visée à l'article 6;
- 9° tout projet de modification du dossier de soustraction visé à l'article 12, § 4, ou toute soustraction occasionnelle.

**Art. 11. § 1er.** Les organismes notifiés sont tenus de fournir, sur demande du Directeur général de l'Administration de la sécurité du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail, toute information qui concerne les activités et le fonctionnement de l'organisme ou qui présente un intérêt pour la surveillance de l'application des dispositions au présent arrêté et de l'arrêté royal en exécution duquel ils ont été notifiés.

§ 2. Les organismes notifiés sont tenus d'autoriser le libre accès de leurs locaux aux fonctionnaires de l'Administration de la sécurité du travail qui ont été chargés par le Directeur général de cette administration d'effectuer une enquête ou un audit pour contrôler si le fonctionnement de l'organisme notifié est conforme aux dispositions du présent arrêté et pour contrôler que les conditions d'agrément sont respectées. Ils sont tenus de mettre à la disposition de ces fonctionnaires tous les documents et données nécessaires pour que ceux-ci puissent exécuter leur mission. A la demande de ces fonctionnaires l'organisme notifié leur confie ces documents ou une copie de ces documents.

#### CHAPITRE III. — Procédure d'agrément

**Art. 12. § 1er.** La demande d'agrément est adressée au Ministre de l'Emploi et du Travail.

§ 2. La demande d'agrément mentionne lequel des arrêtés royaux cités à l'article 1er est concerné et contient une énumération détaillée des types d'équipements et des procédures d'évaluation de la conformité pour lesquels la demande est introduite.

§ 3. A la demande doivent être jointes les pièces établissant que l'organisme satisfait aux dispositions des articles 3 à 6 et possède une compétence technique suffisante dans le domaine couvert par la demande ainsi qu'une déclaration par laquelle il s'engage à se conformer aux dispositions des articles 8 à 11. Une copie des rapports des audits effectués par l'instance d'accréditation doit être jointe à la demande.

§ 4. Si l'organisme a l'intention de confier systématiquement une partie de ses tâches à des sous-traitants, la demande est accompagnée d'un dossier détaillé concernant la nature des tâches qui seraient données en sous-traitance, l'identité et les qualifications du sous-traitant et les modalités des contrats de sous-traitance.

**Art. 13.** La demande d'agrément est examinée par l'Administration de la sécurité du travail. Cet examen est basé sur les pièces jointes au dossier de demande ainsi que sur toute enquête sur place jugée nécessaire.

L'organisme est présumé avoir une compétence technique suffisante dans le domaine couvert par la demande, si l'accréditation visée à l'article 6 fait explicitement référence au champ d'application correspondant de l'arrêté royal mentionné dans la demande ou s'il apparaît clairement de l'objet de cette accréditation que ce champ d'application est couvert par l'accréditation.

**Art. 14. § 1er.** Si l'Administration de la sécurité du travail émet un avis favorable, le Ministre de l'emploi et du Travail prend une décision par laquelle l'agrément est accordé ou refusé. Cette décision est notifiée à l'organisme, avec indication des motifs, par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Si l'Administration de la sécurité du travail émet un avis défavorable sur la demande d'agrément, cet avis est communiqué, avec indication des motifs, à l'organisme concerné par lettre recommandée à la poste.

**Art. 10.** De aangemelde instanties zijn ertoe gehouden aan de Administratie van de arbeidsveiligheid van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid inlichtingen te verstrekken met betrekking tot :

- 1° elke wijziging van de statuten van de instantie;
- 2° elke wijziging van organisatorische of technische aard welke van aard is de naleving van de erkenningsvoorwaarden te beïnvloeden;
- 3° elke vervanging van de technische verantwoordelijke;
- 4° de lijst van het technisch personeel met aanduiding van hun kwalificatie alsook elke wijziging van deze lijst;
- 5° een beknopt driemaandijks verslag betreffende de, in uitvoering van dit besluit, uitgevoerde activiteiten;
- 6° een jaarlijks verslag omvattende een financieel verslag en een gedetailleerd verslag van de activiteiten van het voorbije jaar alsook een syntheseverslag betreffende de praktische toepassing van de in artikel 1 bedoelde koninklijke besluiten zowel uit technisch oogpunt als uit oogpunt van de inspectie- en certificatieprocedures;
- 7° elke intrekking of wijziging van de onder artikel 6 bedoelde accreditering;
- 8° elke aanvraag tot uitbreiding van de in artikel 6 bedoelde accreditering;
- 9° elk ontwerp van wijziging van onderaannemingsdossier bedoeld in artikel 12, § 4, of elke occasionele onderaanneming.

**Art. 11. § 1.** De aangemelde instanties zijn ertoe gehouden, op aanvraag van de Directeur-generaal van de Administratie van de arbeidsveiligheid van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, iedere informatie te verstrekken die betrekking heeft op de activiteiten en de werking van het organisme of van belang is voor het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit en van het koninklijk besluit in toepassing waarvan zij werden aangemeld.

§ 2. De aangemelde instanties zijn ertoe gehouden vrije toegang te verlenen tot hun lokalen aan de ambtenaren van de Administratie van de arbeidsveiligheid welke door de Directeur-generaal van deze Administratie werden belast met een onderzoek of een audit om te controleren of de werking van de aangemelde instantie in overeenstemming is met de bepalingen van dit besluit en om te controleren of de erkenningsvoorwaarden nageleefd zijn. Zij zijn ertoe gehouden alle documenten en gegevens welke nodig zijn voor het uitvoeren van de opdracht van deze ambtenaren ter beschikking te stellen. Op aanvraag worden deze documenten of een kopij ervan, aan deze ambtenaren toevertrouwd.

#### HOOFDSTUK III. — Erkenningsprocedure

**Art. 12. § 1.** De erkenningsaanvraag wordt gericht aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

§ 2. De erkenningsaanvraag vermeldt op welk van de in artikel 1 genoemde koninklijke besluiten zij betrekking heeft en omvat een gedetailleerde opgave van de types uitrustingen en van de beoordelingsprocedures waarvoor de aanvraag wordt ingediend.

§ 3. Bij de aanvraag dienen de stukken gevoegd welke aantonen dat de instantie voldoet aan de bepalingen van de artikelen 3 tot 6 en over een voldoende technische bekwaamheid beschikt in het gebied waarop de aanvraag betrekking heeft alsook een verklaring waarbij zij de verbintenis aangaat de bepalingen van de artikelen 8 tot 11 na te leven. Een kopij van de verslagen van de door de accrediteringsinstantie uitgevoerde audits dient bij de aanvraag gevoegd.

§ 4. Indien het organisme voornemens is systematisch een gedeelte van haar taken in onderaanneming te geven is de aanvraag vergezeld van een gedetailleerd dossier betreffende de aard van de taken welke in onderaanneming zouden worden gegeven, de identiteit en de kwalificaties van de onderaannemer en de modaliteiten van de contracten van onderaanneming.

**Art. 13.** De erkenningsaanvraag wordt onderzocht door de Administratie van de arbeidsveiligheid. Dit onderzoek is gesteund op de bij het aanvraagdossier gevoegde stukken alsook op elk nodig geacht onderzoek ter plaatse.

De instantie wordt vermoed te beschikken over een voldoende technische bekwaamheid op het gebied waarop de aanvraag betrekking heeft, indien de in artikel 6 vermelde accreditering expliciet verwijst naar het overeenstemmende toepassingsgebied van het in de aanvraag vermeld koninklijk besluit of indien uit het voorwerp van deze accreditering duidelijk blijkt, dat de accreditering dit toepassingsgebied dekt.

**Art. 14. § 1.** Indien de Administratie van de arbeidsveiligheid een gunstig advies uitbrengt, neemt de Minister van Tewerkstelling en Arbeid een beslissing waarbij de erkenning al dan niet wordt verleend. Deze beslissing wordt bij ter post aangetekende brief en met opgave van de redenen medegedeeld aan de instantie.

§ 2. Indien de Administratie van de arbeidsveiligheid over een aanvraag tot erkenning een ongunstig advies uitbrengt, wordt dit, met opgave van de redenen, bij een ter post aangetekende brief aan de betrokken instantie medegedeeld.

L'organisme dispose de trente jours à compter de la réception de la lettre pour faire connaître ses objections à l'Administration de la sécurité du travail. La lettre recommandée à la poste est présumée être réceptionnée le troisième jour ouvrable suivant la remise de la lettre recommandée à la poste.

Après examen de ces objections et après enquête complémentaire éventuelle par l'Administration de la sécurité du travail, le Ministre de l'Emploi et du Travail prend une décision par laquelle l'agrément est accordé ou refusé. Cette décision est notifiée à l'organisme, avec indication des motifs, par lettre recommandée à la poste.

**Art. 15.** Le fait qu'un organisme réponde aux conditions d'agrément n'entraîne pas l'obligation pour le Ministre de l'Emploi et du Travail d'agréer cet organisme.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail peut limiter le nombre d'organismes agréés compte tenu notamment des besoins du marché, du souci de limiter la sous-traitance à un niveau aussi bas que possible et de la nécessité de disposer d'organismes ayant un volume d'activités suffisant pour permettre un développement optimal de l'expérience acquise et des équipements.

Le Ministre peut également limiter l'agrément dans le temps, à certaines procédures de certification ou à une catégorie donnée d'équipements.

#### CHAPITRE IV. — Surveillance et sanctions

**Art. 16.** La surveillance des organismes notifiés est exercée conformément aux dispositions de l'article 11.

**Art. 17.** Si les fonctionnaires chargés de la surveillance constatent qu'un organisme notifié ne remplit plus les conditions des articles 4 et 5 ou ne respecte pas les obligations résultant des dispositions des articles 8, 9 et 10 ils peuvent fixer un délai dans lequel l'organisme notifié doit se mettre en règle.

**Art. 18. § 1er.** Le Ministre de l'emploi et du Travail peut suspendre ou retirer l'agrément lorsque les fonctionnaires chargés de la surveillance constatent que l'une des dispositions des articles 3, 4 et 5 n'est plus respectée ou lorsque l'organisme notifié ne se conforme pas aux obligations résultant des dispositions des articles 8, 9 et 10.

**§ 2.** Le Ministre de l'Emploi et du Travail peut retirer l'agrément si, après une période de trois ans à compter à partir de la date de notification visée à l'article 2, il apparaît que l'organisme n'a exercé aucune activité dans le domaine couvert par l'agrément ou que ces activités sont négligeables.

**Art. 19.** L'agrément est retiré d'office lorsque l'accréditation visée à l'article 6 a été retirée par l'instance d'accréditation ou n'est pas renouvelée. Le retrait de l'agrément entre en vigueur lorsque, à l'issue de la procédure faisant suite à un recours éventuel de l'organisme auprès de l'instance d'accréditation, celle-ci confirme le retrait ou le non-renouvellement de l'accréditation.

**Art. 20.** L'agrément est retiré d'office lorsque l'organisme notifié refuse de se conformer aux dispositions de l'article 11.

**Art. 21. § 1er.** Les décisions prises en exécution des dispositions des articles 17, 18, 19 et 20 sont communiquées, avec indication des motifs, à l'organisme notifié concerné par lettre recommandée à la poste.

Si la décision a pour effet la suspension ou le retrait de l'agrément, elle entre en vigueur à la date de réception de cette décision.

Le Directeur général de l'Administration de la sécurité du travail peut aviser de ces décisions l'instance qui a accrédité l'organisme notifié en question.

**§ 2.** En ce qui concerne les décisions prises en exécution des dispositions de l'article 18 l'organisme notifié dispose de trente jours à compter de la réception de la lettre pour faire connaître ses objections au Ministre de l'Emploi et du Travail. Ce recours n'est pas suspensif.

Après examen de ces objections et enquête complémentaire éventuelle, le Ministre de l'Emploi et du Travail confirme ou infirme la décision en question, avec indication des motifs, par lettre recommandée à la poste.

**§ 3.** Les lettres recommandées à la poste visées par le présent article sont présumées être réceptionnées le troisième jour ouvrable suivant la remise de la lettre recommandée à la poste.

De l'instance est disposé de trente jours à compter de la réception de la lettre pour faire connaître ses objections à l'Administration de la sécurité du travail. La lettre recommandée à la poste est présumée être réceptionnée le troisième jour ouvrable suivant la remise de la lettre recommandée à la poste.

Après examen de ces objections et après enquête complémentaire éventuelle par l'Administration de la sécurité du travail, le Ministre de l'Emploi et du Travail prend une décision par laquelle l'agrément est accordé ou refusé. Cette décision est notifiée à l'organisme, avec indication des motifs, par lettre recommandée à la poste.

**Art. 15.** Het feit dat een instantie aan de erkenningsvoorwaarden beantwoordt, brengt voor de Minister van Tewerkstelling en Arbeid niet de verplichting mee deze instantie te erkennen.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan het aantal instanties beperken rekening houdend ondermeer met de behoeften van de markt, met de zorg de onderaanneming op een zo laag mogelijk peil te houden en met de noodzaak te beschikken over instanties waarvan het volume van de activiteiten voldoende is om een optimale ontwikkeling van de verworven ervaring en van de uitrusting toe te laten.

De Minister kan eveneens de erkenning beperken in de tijd en de erkenning beperken tot bepaalde certificatieprocedures of tot bepaalde categorieën van uitrustingen.

#### KOOFDSTUK IV. — Toezicht en sancties

**Art. 16.** Het toezicht op de aangemelde instanties wordt uitgeoefend in overeenstemming met de bepalingen van artikel 11.

**Art. 17.** Indien de met het toezicht belaste ambtenaren vaststellen dat een aangemelde instantie de voorwaarden van de artikelen 4 en 5 niet meer vervult of zich niet houdt aan de uit de bepalingen van de artikelen 8, 9 en 10 voortvloeiende verplichtingen kunnen zij een termijn vaststellen binnen welke de instantie zich in regel moet stellen.

**Art. 18. § 1.** De Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan de erkenning schorsen of intrekken indien de met het toezicht belaste ambtenaren vaststellen dat een van de bepalingen van de artikelen 3, 4 en 5 niet meer wordt nageleefd of indien de aangemelde instantie zich niet houdt aan de uit de bepalingen van de artikelen 8, 9 en 10 voortvloeiende verplichtingen.

**§ 2.** De Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan de erkenning intrekken indien, na een periode van drie jaar te rekenen vanaf de datum van de in artikel 2 bedoelde aanmelding, blijkt dat de instantie geen enkele activiteit heeft uitgeoefend in het domein waarop de erkenning betrekking heeft of dat deze activiteit verwaarloosbaar is.

**Art. 19.** De erkenning wordt ambtshalve ingetrokken indien in artikel 6 bedoelde accreditatie, door de accrediteringsinstantie, werd ingetrokken of niet werd hernieuwd. De intrekking van de erkenning treedt in voege wanneer, na verloop van de procedure die volgt uit het bij de accreditatieinstelling eventueel ingediend beroep, deze instelling de intrekking of niet hernieuwing van de accreditatie bevestigt.

**Art. 20.** De erkenning wordt ambtshalve ingetrokken indien de aangemelde instantie weigert de bepalingen van artikel 11 na te leven.

**Art. 21. § 1.** De beslissingen genomen in uitvoering van de bepalingen van de artikelen 17, 18, 19 en 20 worden, met opgave van de redenen, aan de betrokken aangemelde instantie medegedeeld bij een ter post aangetekende brief.

Indien de beslissing de schorsing of de intrekking van de erkenning als gevolg heeft, treedt zij in werking vanaf de datum van ontvangst van de beslissing.

De Directeur-generaal van de Administratie van de arbeidsveiligheid mag de accrediteringsinstantie van het betrokken organisme over deze beslissingen reformeren.

**§ 2.** Wat betreft de beslissingen genomen in toepassing van de bepalingen van artikel 18 beschikt de aangemelde instantie over dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de brief om aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn bezwaren kenbaar te maken. Dit beroep is niet schorsend.

Na onderzoek van deze bezwaren en een eventueel bijkomend onderzoek wordt de beslissing in kwestie, door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid bij een ter post aangetekende brief en met opgave van de redenen, bevestigd of vernietigd.

**§ 3.** De bij dit artikel bedoelde aangetekende brieven worden geacht ontvangen te zijn de derde werkdag na de afgifte van de brief ter post.

## CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 22. § 1er. Pendant une période de trois ans à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté le Ministre de l'Emploi et du Travail peut agréer des organismes qui ne peuvent prouver qu'ils disposent de l'accréditation visée à l'article 6.

§ 2. Les demandes introduites en application du § 1er contiennent les documents visés à l'article 12 sauf ceux qui concernent l'accréditation.

§ 3. Ces demandes sont examinées par l'Administration de la sécurité du travail sur base des pièces jointes à la demande ainsi que sur toute enquête jugée nécessaire.

Pour évaluer si l'organisme possède une compétence technique suffisante dans le domaine couvert par la demande, l'Administration de la sécurité du travail peut faire effectuer des audits par ses experts ou par des experts externes au département.

Le Directeur général de l'Administration de la sécurité du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail peut exiger que les résultats d'un préaudit effectué par une instance d'accréditation lui soient soumis.

§ 4. Le Ministre de l'Emploi et du Travail décide de la demande selon les dispositions des articles 14 et 15.

La durée des agréments accordés en application du § 1er, est limitée et ne peut être supérieure à trois ans.

§ 5. Sauf les dispositions qui concernent l'accréditation, les articles 16, 17, 18, 20 et 21 s'appliquent aux agréments visés au § 1er.

Art. 23. Les dispositions des articles 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 16, 17, 18 § 1, 20 et 21 s'appliquent aux organismes qui ont été notifiés à la Commission des Communautés européennes avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté pour effectuer les procédures visées à l'article 1er.

Ces organismes disposent d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté pour se mettre en conformité avec les dispositions de l'article 6 et introduire une nouvelle demande d'agrément.

Ces organismes font parvenir à l'Administration de la sécurité du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail une copie de toute demande d'accréditation introduite en vue de se conformer aux dispositions de l'article 6.

Art. 24. Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

M. WATHELET

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

## HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 22. § 1. Gedurende een periode van drie jaar te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit kan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid instanties erkennen die niet het bewijs kunnen leveren dat zij beschikken over de accreditatie bedoeld in artikel 6.

§ 2. De in toepassing van § 1 ingediende aanvragen bevatten de documenten bedoeld in artikel 12 met uitzondering van die welke betrekking hebben op de accreditatie.

§ 3. Deze aanvragen worden onderzocht door de Administratie van de arbeidsveiligheid op basis van de bij de aanvraag gevoegde stukken alsook op elk nodig geacht onderzoek.

Om te beoordelen of het organisme over een voldoende technische bekwaamheid beschikt op het gebied waarop de aanvraag betrekking heeft, kan de Administratie van de arbeidsveiligheid audits laten uitvoeren door eigen deskundigen of door deskundigen van buiten het departement.

De Directeur-generaal van de Administratie van de arbeidsveiligheid van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid kan eisen dat de resultaten van een preaudit, uitgevoerd door een accreditatie-instelling, worden voorgelegd.

§ 4. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid beslist over de aanvraag volgens de bepalingen van de artikelen 14 en 15.

De duur van de erkenningen verleend in toepassing van § 1, is beperkt en mag niet meer dan drie jaar bedragen.

§ 5. Met uitzondering van de bepalingen die betrekking hebben op de accreditatie zijn de artikelen 16, 17, 18, 20 en 21 van toepassing op de erkenningen bedoeld in § 1.

Art. 23. De bepalingen van de artikelen 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 16, 17, 18 § 1, 20 en 21 zijn van toepassing op de instanties welke voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen werden aangemeld voor de uitvoering van de procedures bedoeld in artikel 1.

Deze instanties beschikken over een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit om zich te schikken naar de bepalingen van artikel 6 en een nieuwe erkenningsaanvraag in te dienen.

Deze instanties sturen aan de Administratie van de arbeidsveiligheid van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid een kopij van elke aanvraag tot accreditatie ingediend om te voldoen aan de bepalingen van artikel 6.

Art. 24. Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

M. WATHELET

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

F. 95 — 1452

[C — 12261]

5 MAI 1995. — Arrêté royal portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux machines (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juillet 1961 relative aux garanties de sécurité et de salubrité que doivent présenter les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils, les récipients et les équipements de protection, notamment l'article 1er, § 1er, remplacé par la loi du 7 juillet 1994;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 11 juillet 1961, *Moniteur belge* du 24 juillet 1961.

Loi du 7 juillet 1994, *Moniteur belge* du 5 août 1994.

N. 95 — 1452

[C — 12261]

5 MEI 1995. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende machines (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juli 1961 betreffende de waarborgen welke de machines, de onderdelen van machines, het materieel, de werktuigen, de toestellen, de recipiënten en de beschermingsmiddelen inzake veiligheid en gezondheid moeten bieden, inzonderheid op artikel 1, § 1, vervangen bij de wet van 7 juli 1994;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 11 juli 1961, *Belgisch Staatsblad* van 24 juli 1961.

Wet van 7 juli 1994, *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1994.